

Succès électoraux et au-delà : quand Copenhague nous montre la voie

mardi 23 novembre 2021, par [URBAN CRESPO Miguel](#) (Date de rédaction antérieure : 22 novembre 2021).



Sean Da Ros, Wikimedia Commons

*Le courage de partir, la peur d'arriver
Il pleut dans le canal
Le courant montre le chemin vers la mer*
Copenhague, Vetusta Morla

L'année 2015, qui a débuté avec la victoire historique de Syriza en Grèce, semblait annoncer des vents de changement en Europe en provenance du sud. Une nouvelle gauche radicale fleurissait sur les ruines de l'austérité, avalant une grande partie de l'espace social et électoral d'une social-démocratie en déclin, qui avait depuis longtemps muté en social-libéralisme. Les candidats au changement ont remporté les principales capitales espagnoles, dont Madrid et Barcelone, et au Portugal, la gauche a obtenu un magnifique résultat, contraignant le parti socialiste à un accord de gouvernement inédit depuis la Révolution des Œillets.

La défaite de l'expérience de gouvernement de Syriza, avec l'imposition du troisième mémorandum par la troïka, a non seulement coupé court au printemps grec, mais a également porté un coup aux aspirations de la gauche du continent dans son ensemble, qui n'a pas été en mesure de le surmonter depuis lors. Au Portugal, nous constatons actuellement l'échec de l'expérience du gouvernement « geringonça », qui est en passe de rétablir la première majorité absolue socialiste lors des élections anticipées de janvier prochain. Pendant ce temps, en Espagne, Podemos uni est passé de la prise d'assaut du ciel, en contestant le sorpasso, à la participation en tant que partenaire minoritaire dans un gouvernement social-libéral aux côtés du PSOE.

À l'exception des élections présidentielles françaises de 2017, où la candidature de la France Insoumise a obtenu un bon résultat malgré son échec au second tour, le reste des forces a obtenu des résultats médiocres ou mauvais. Lors des élections européennes, les forces de gauche ont été reléguées au rang de dernier groupe au Parlement européen. Tout cela sur fond de montée électorale du libéralisme vert, qui a obtenu son meilleur résultat lors des élections européennes susmentionnées et a réussi à entrer dans les gouvernements allemand et autrichien.

Daniel Bensaid disait que les révolutions arrivent quand personne ne les attend ou quand personne ne les attend. De manière intempestive, nous avons vu comment, dans cette pandémie 2021, une série de victoires municipales ont émergé qui ont comme dénominateur commun un fort mouvement populaire pour l'accès au logement et pour un modèle de ville alternatif à celui dominé par le

marché.

En septembre dernier, le parti communiste (KPÖ), qui n'avait pas été représenté au parlement autrichien depuis des décennies, a remporté les élections à Graz, la deuxième plus grande ville du pays, avec 28,8 % des voix. Il détrône ainsi les conservateurs (ÖVP), qui avaient conservé la mairie pendant 18 ans. La victoire communiste à Graz repose sur une forte base populaire liée au militantisme anti-éviction, basée sur plusieurs éléments. Le KPÖ a encouragé la mise en place d'une ligne d'assistance téléphonique pour les locataires, premier point de contact pour les personnes ayant des problèmes avec leur propriétaire, et d'un service de conseil juridique pour les « victimes des spéculateurs » ; les conseillers communistes ont des plafonds de salaire et versent deux tiers de leur salaire à un fonds du parti, avec lequel ils aident les chômeurs et les personnes expulsées ; ils ont mené des campagnes de signatures réussies, comme celle visant à organiser un référendum contre la tentative de privatisation du parc de logements publics, qu'ils ont remporté avec 97 % des voix. Un mélange d'activisme à long terme, de cohérence politique et personnelle de leurs représentants et de gains partiels grâce à la mobilisation populaire ont été les ingrédients du succès du KPÖ à Graz. Un modèle à contre-courant qui déboulonne le mythe selon lequel tout est une histoire et un discours et que l'on ne peut pas gagner des élections avec certains symboles et noms.

Au cours du même mois de septembre où la victoire à Graz a été célébrée, un triple vote a eu lieu à Berlin pour les élections générales et municipales et pour un référendum, imposé par le mouvement populaire pour un logement décent. D'une part, les élections générales ont été un désastre pour la gauche, et Die Linke était sur le point d'être exclu du Bundestag pour la première fois, ayant axé sa campagne sur la subordination à un gouvernement avec le SPD. Lors des élections municipales, les gouvernements municipaux rouge (socialistes 21,4%), vert (Verts 18,9%) et rouge (Die Linke 14%) ont été confirmés. Entre-temps, le référendum de Berlin a été un véritable succès et une véritable démonstration de la force du mouvement pour le logement. Pour organiser le vote seul, les organisateurs ont dû recueillir 175 000 signatures valides, manuscrites et entièrement vérifiées, ce qui démontre qu'il s'agit d'une mobilisation et d'une auto-organisation sociale sans précédent en Allemagne par rapport aux dernières années.

Plus d'un quart de l'électorat a participé à la consultation, le minimum requis pour que la mesure soit adoptée par le Sénat allemand. Le Oui l'a emporté avec 56,4 % des voix, contre 39 % pour le Non. Une victoire qui n'avait formellement que le soutien de Die Linke, alors que le reste de la coalition gouvernementale municipale a soit appelé à voter non, comme les sociaux-démocrates, soit maintenu une position ambiguë, comme les Verts. Cette situation donne encore plus de valeur à cette victoire, qui propose de confisquer pas moins de 200 000 logements aux grands propriétaires et de les faire entrer dans le domaine public.

Le succès du référendum de Berlin, comme celui de Graz, met en évidence l'importance de l'organisation, de l'implantation et du tissu social, tout en contredisant le mantra du gouvernementalisme, qui confie les conquêtes sociales à la seule activité institutionnelle, renforçant la logique de la délégation au détriment de l'organisation sociale. En effet, le référendum de Berlin, malgré son caractère non contraignant, génère un conflit entre l'institution et les demandes populaires qui élargit l'espace du possible.

La dernière des victoires municipalistes en 2021 est celle de l'Alliance rouge-verte à Copenhague, qui a remporté 24,6 % des voix, avec une campagne centrée sur l'accès à un logement décent comme un droit et la protection des espaces naturels de la ville comme Amager Faelled. Ainsi, le parti social-démocrate, même s'il conservera la mairie de la capitale danoise grâce à l'alliance avec les Verts et les libéraux, n'est plus le parti ayant obtenu le plus de voix après cent ans d'hégémonie. L'Alliance rouge-verte a été fondée en 1989 à partir de la confluence de différents courants de la gauche radicale, maintenant une représentation constante au parlement danois depuis 1994. Mais

ce n'est qu'en 2011 qu'elle a consolidé sa part de 6-7 % au niveau national.

Outre la victoire à Copenhague, l'Alliance rouge-verte a réussi à devenir la première force sur l'île de Bornholm et la deuxième à Frederiksberg (une ville de l'agglomération de Copenhague). Bien qu'ils aient obtenu 7,3% dans l'ensemble du pays, ces élections municipales ont été une victoire dans leur ensemble, car au-delà de la capitale, elles leur ont permis d'être représentés dans des dizaines de municipalités où ils ne l'avaient jamais été auparavant. Il est important de noter que ces résultats sont intervenus après que l'Alliance rouge-verte ait facilité la formation d'un gouvernement minoritaire des sociaux-démocrates pour évincer la droite, mais qu'elle ait également refusé d'entrer dans l'exécutif, laissant l'opposition de gauche tant dans la rue qu'au parlement.

Le résultat de Copenhague, ajouté au référendum de Berlin et à la victoire de la mairie de Graz en Autriche, donne timidement à la gauche alternative, en dehors de la subalternisation au social libéralisme, une perspective de victoire. Une alternative dans laquelle l'implantation sociale et territoriale, la problématisation de l'accès au logement et la remise en cause du modèle mercantilisé de la ville apparaissent comme des éléments clés pour comprendre ces succès électoraux.

Il est surprenant de constater que nous, les gens de gauche, dépensons tant d'énergie sur les noms ou le regard vers le haut, alors que le problème et les solutions se trouvent en dessous de nous. Bien sûr, il est plus facile de chercher les raccourcis de la pyrotechnie électorale que de se consacrer à la lente et impatiente reconstruction du tissu social à partir de conflits concrets. Maintenant que l'on parle tant de noms pour un *Frente Amplio*, peut-être devrions-nous nous préoccuper davantage de la construction de larges mouvements ancrés dans le territoire, qui répondent à la logique prédatrice du capital et qui proposent une alternative écosocialiste et féministe qui place le logement ou l'énergie, pour donner des exemples clés, sous contrôle social.

En d'autres termes, notre préoccupation doit être de reconstruire le tissu social et la mobilisation sociale, de valoriser l'organisation et les organisations, non pas comme des fins en soi mais comme des instruments de transformation et de soutien mutuel. Je me souviens que Miguel Romero disait toujours que les victoires sociales venaient d'abord, puis les victoires politiques, et parfois celles-ci devenaient des victoires électorales. Nous sommes restés trop longtemps sans victoires sociales. La grève des métaux dans la baie de Cadix pourrait être un bon début. L'année prochaine, nous devons peut-être regarder de plus près dans le miroir des processus de mobilisation populaire comme ceux de Berlin, ou des victoires comme celles de Copenhague, qui montrent qu'il est possible de vaincre le social-libéralisme en repoussant les limites du possible.

MIGUEL URBÁN

P.-S.

• *Viento Sur*, 22 NOVEMBRE 2021 :
<https://vientosur.info/cuando-copenhague-nos-muestra-el-camino/>

Traduc DeepL